

N°390
NOVEMBRE
2022

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence
France Trésor

page 1

Actualité
économique

page 2

Données générales
sur la dette

page 3

Marché
secondaire

page 5

Dettes négociables
de l'État

page 6

Économie française et
comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence
France Trésor

LA 20^{ÈME} ENQUÊTE ANNUELLE TÉMOIGNE D'UN NIVEAU DE SATISFACTION ÉLEVÉ DES INVESTISSEURS VIS-À-VIS DU MARCHÉ DE LA DETTE FRANÇAISE

La satisfaction des investisseurs quant au fonctionnement du marché de la dette française est très élevée en 2022, aussi bien en France qu'à l'étranger. C'est ce qui ressort de la 20^{ème} enquête annuelle IEM Finance réalisée auprès des clients des Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT) du 5 septembre 2022 au 23 septembre 2022. L'enquête porte sur la qualité de la relation commerciale et des services apportée par les SVT à leurs clients, ainsi que sur l'appréciation des clients sur le fonctionnement du marché de la dette française. En 2022, 175 investisseurs, représentant un total de 125 institutions (sociétés de gestion, banques, compagnies d'assurance...), ont répondu au questionnaire.

En effet, sur l'ensemble des investisseurs, 99,3 % se déclarent « très satisfaits » ou « satisfaits » du marché de la dette française, contre 98,3 % en 2021, au plus haut depuis 2014.

Les critères de liquidité et de transparence ressortent comme primordiaux pour les investisseurs par rapport à leurs attentes à l'égard d'un émetteur souverain tel que la France. Ils sont 91,3 % à juger la liquidité « très importante » et 74,7 % à porter le même jugement sur la transparence. Il faut remonter à 2008 pour observer un niveau d'attente équivalent sur la liquidité. Quant à la transparence, il s'agit du plus haut niveau jamais constaté. La prévisibilité est désormais aussi jugée « très importante » par 56,2 % des investisseurs, un niveau, lui aussi, jamais atteint depuis le lancement de l'enquête en 2003.

La liquidité sur les OAT, BTF et titres indexés sur l'inflation est jugée satisfaisante (« très satisfaisante » ou « plutôt satisfaisante ») par une grande majorité des investisseurs. Parmi ceux qui ont été en mesure de la juger, ils ont été respectivement 96,2 %, 90,3 % et 72,4 % à être satisfaits.

Par ailleurs, le sondage analyse l'appréciation que portent les investisseurs sur les OAT vertes. La part des investisseurs qui ont déjà acheté une OAT verte à taux fixe a continué de progresser et atteint 63,4 % en 2022 contre 30,9 % en 2018. Près des trois quarts des investisseurs sondés (74,2 %) déclarent avoir acheté ces titres pour leur caractère vert. Un peu plus du quart des investisseurs sondés (26 %) déclarent également avoir acheté cette année la première obligation souveraine verte française indexée sur l'inflation lancée le 25 mai 2022. Parmi ces investisseurs, ils sont 58,5 % à l'avoir fait pour la combinaison de ses deux caractéristiques : verte et indexée. 14,6 % l'ont achetée seulement pour son caractère vert et 26,8 % seulement pour son caractère indexé.

Enfin, l'enquête présente le classement des cinq SVT les plus fréquemment cités par les investisseurs, comme étant leur principal partenaire sur le marché des valeurs du Trésor français :

2022		2021	
1	BNP Paribas	1	BNP Paribas
2	Crédit Agricole - CIB	2	J.P. Morgan
3	Société Générale	3	Crédit Agricole - CIB
4	Citi	4	Société Générale
5	J.P. Morgan	5	Deutsche Bank

Retrouvez l'intégralité du communiqué de presse relatif à l'enquête auprès des détenteurs de titres d'État français en 2022 sur le site internet de l'AFT : <https://www.aft.gouv.fr/fr/publications/communiqués-presse/09112022-enquete-iem-finance-svt-vus-par-investisseurs>

Dire que l'année 2022 a été un tournant dans la politique monétaire de la BCE est un euphémisme. En l'espace de six mois, la BCE est passée d'une politique monétaire extrêmement accommodante à un resserrement monétaire marqué. De manière intéressante, la BCE a opéré ce resserrement à la fois rapidement et de manière globale : en quelques mois elle a radicalement modifié tous ses outils de politique monétaire.

2022 – resserrement qualitatif

La première étape dans ce tournant a été la fin rapide des programmes d'achats : au cours des six premiers mois de l'année, la BCE a réduit ses achats de 90 Md€ par mois à 0 – excédant toutes les anticipations d'un 'tapering' graduel.

Cette première étape a été immédiatement complétée par une hausse rapide et brutale des taux directeurs. La décision de juillet 2022 de remonter le taux de dépôt de -0,5 % à 0 %, puis d'opérer aux deux plus fortes hausses de taux de l'histoire de la BCE (+75 pb) en septembre et en octobre témoigne d'une volonté claire de contraindre fortement l'économie afin de canaliser l'inflation.

La troisième étape – remboursements des TLTROs – commence tout juste. En octobre 2022, la BCE a modifié les modalités des TLTRO.III afin d'encourager les banques à rembourser ces opérations par anticipation. Ces prêts octroyés aux banques à des conditions favorables avaient permis d'accentuer de manière formidable l'accommodation monétaire par ses trois principaux canaux : le crédit au secteur privé grâce aux conditions généreuses des TLTROs, une augmentation significative de l'excédent de liquidité du fait de l'ampleur de ces prêts (2 300 Md€) et une amélioration des conditions de marché par l'absorption de collatéral liée à ces opérations.

Bien qu'apparemment moins stricte que les décisions de la BCE sur ses taux et ses programmes d'achat – dans la mesure où l'exécution reste à la main des banques – cette étape pourrait avoir des conséquences plus profondes sur le degré de soutien monétaire puisque les remboursements des TLTRO devraient avoir des conséquences sur les trois canaux : crédit, liquidité et prix des actifs.

Ainsi, malgré un séquençage plutôt respecté (d'abord fin des programmes d'achats, puis hausse de taux, enfin réduction des TLTRO), le changement de politique monétaire a été bien plus rapide qu'anticipé il y a quelques mois ; il a été également plus profond qu'attendu, ce qui a contribué à des perturbations sur les marchés d'actifs.

2023 – resserrement quantitatif

Alors que se termine 2022, la question de la poursuite de ce resserrement – à la fois son ampleur et sa nature – se pose.

Des dires mêmes de la BCE, l'essentiel a déjà été réalisé sur les hausses de taux ; même si la BCE va poursuivre ses hausses à la fin de cette année et au début de 2023, elle est proche de son taux neutre et ne devrait le dépasser que de manière limitée.

En revanche, comme indiqué lors de sa réunion d'octobre, la BCE devrait discuter des modalités de son resserrement quantitatif à sa réunion de décembre et nous nous attendons à une annonce ferme en décembre ou au début de l'année prochaine, pour un début de resserrement quantitatif (*QT*) au second trimestre 2023.

Enfin, les TLTRO devraient continuer à se réduire très vivement : selon nous, le remboursement de décembre pourrait dépasser les 1 000 milliards d'euros.

Si marchés et économistes se sont surtout focalisés sur les hausses de taux, nous considérons que la réduction du bilan de la BCE – par le resserrement quantitatif, mais plus encore par la réduction des TLTRO – devrait avoir les effets les plus significatifs sur le soutien monétaire. En effet, coté programmes d'achat, la réduction des détentions sera une première en zone euro, et les effets collatéraux des achats – compressions des primes de terme et des spreads – pourraient s'inverser rapidement. De manière plus marquée, la fin des TLTRO – qui ne seront vraisemblablement pas remplacés à court terme – devrait entraîner un resserrement du crédit bancaire inédit en zone euro. Non seulement les banques vont réduire drastiquement leurs conditions de crédit, mais elles risquent de chercher à absorber de la liquidité, au détriment du reste de l'économie, détériorant d'autant les conditions de financement des autres acteurs.

Conclusion : et l'inflation ?

Le resserrement monétaire par les hausses de taux est le plus rapide et le plus facile à mettre en place, c'est pourquoi il a été aussi exposé au cours de 2022. Le resserrement par le bilan est plus subtil en apparence, mais source de perturbations plus marquées pour l'économie. C'est ce dernier qui risque de contraindre vivement la croissance 2023 – et, selon l'espoir de la BCE, ainsi réduire les pressions inflationnistes.

CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

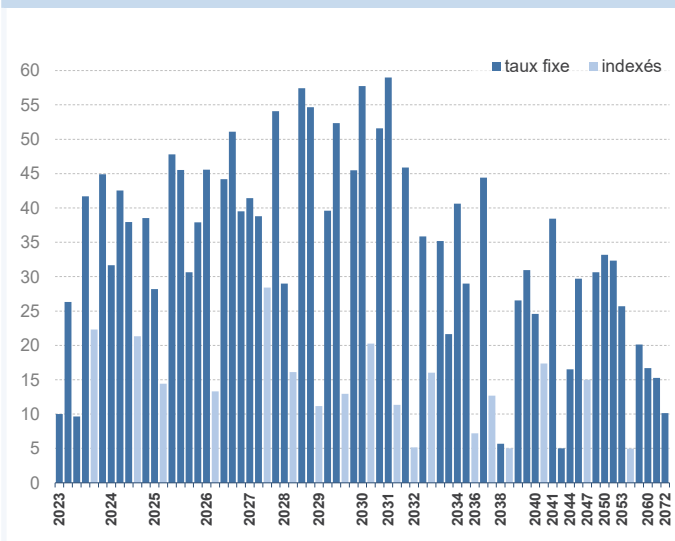
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Décembre 2022	date d'adjudication	5	12	19	27	/	1	1	1
	date de règlement	7	14	21	29	/	5	5	5
Janvier 2023	date d'adjudication	2	9	16	23	30	19	5	19
	date de règlement	4	11	18	25	01/02/23	23	9	23

■ adjudications optionnelles
■ décalage (jours fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 OCTOBRE 2022

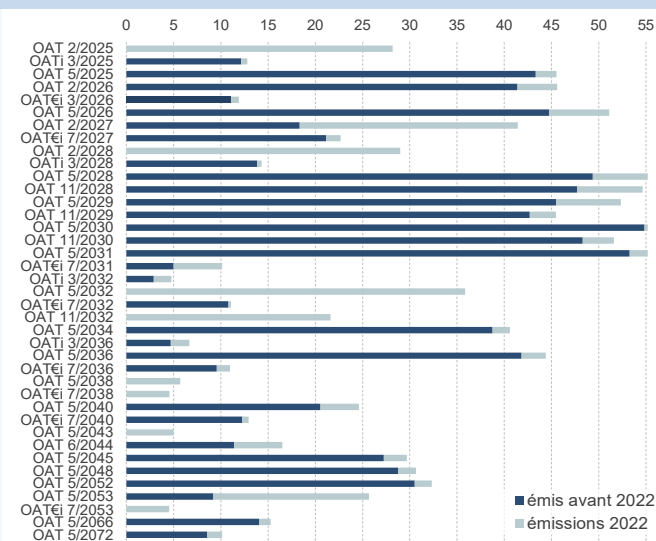
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 OCTOBRE 2022

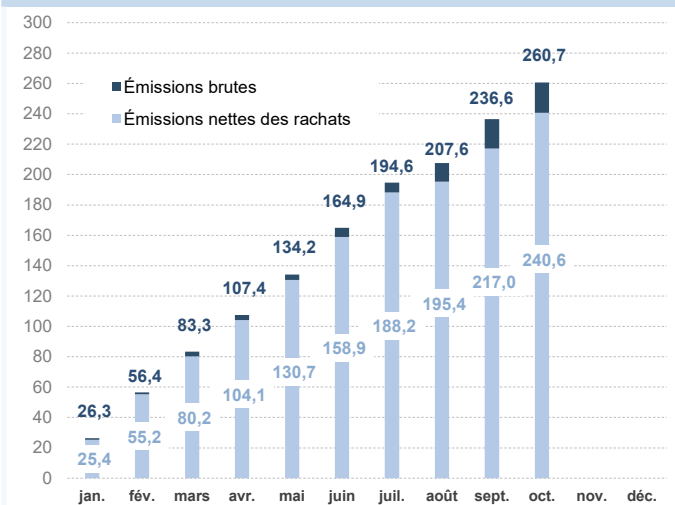
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 31 OCTOBRE 2022

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 OCTOBRE 2022

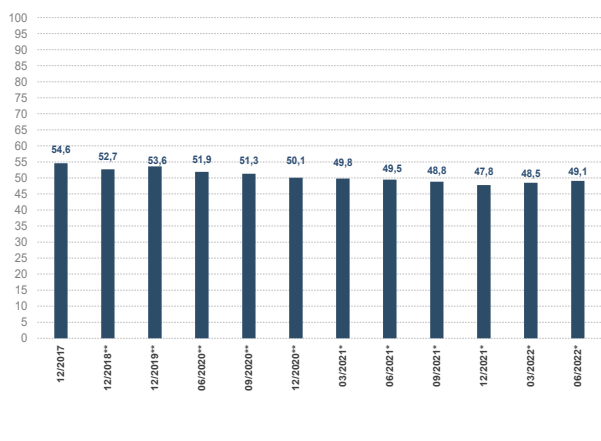
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
nov-22	2,0	
déc-22		
janv-23		
févr-23	0,2	10,0
mars-23	0,1	26,3
avr-23	9,1	9,6
mai-23	9,7	41,7
juin-23	0,6	
juil-23	2,6	22,9
août-23		
sept-23		
oct-23	8,3	44,9

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



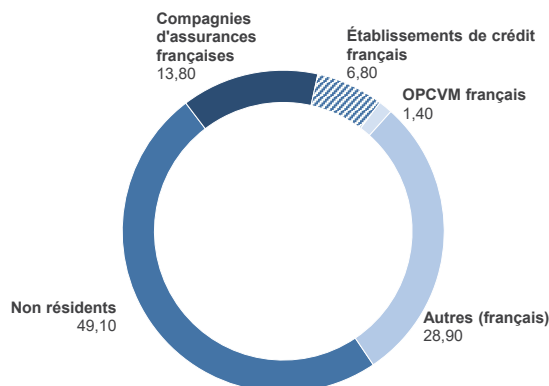
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 OCTOBRE 2022

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	2 104 321 171 305
Encours démembré	55 512 171 200
Durée de vie moyenne	9 ans et 64 jours
Total dette à court terme	142 591 000 000
Durée de vie moyenne	119 jours
Encours total	2 246 912 171 305
Durée de vie moyenne	8 ans et 224 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2019 AU 31 OCTOBRE 2022

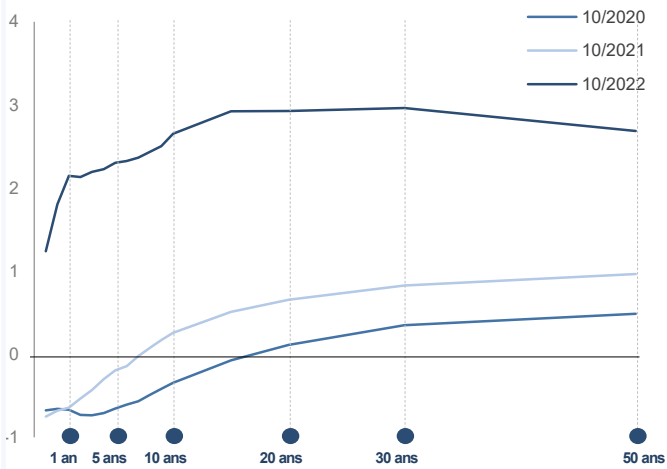
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2019	Fin 2020	Fin 2021	Fin sept 2022	Fin oct 2022
Encours de la dette négociable	1 823	2 001	2 145	2 258	2 247
<i>dont titres indexés</i>	226	220	236	252	255
Moyen et Long Terme	1 716	1 839	1 990	2 115	2 104
Court Terme	107	162	155	143	143
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
	63 jours	73 jours	153 jours	190 jours	224 jours

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

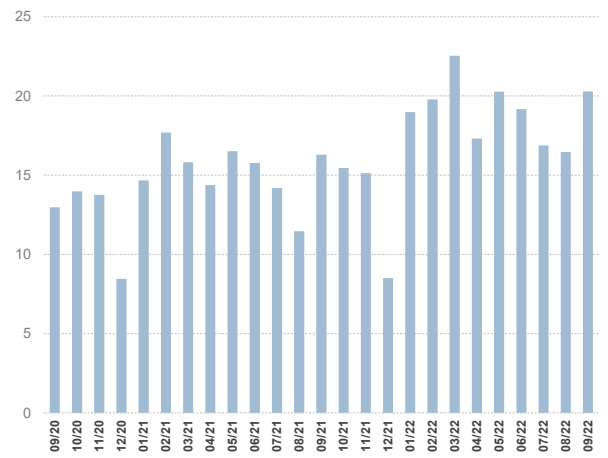
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

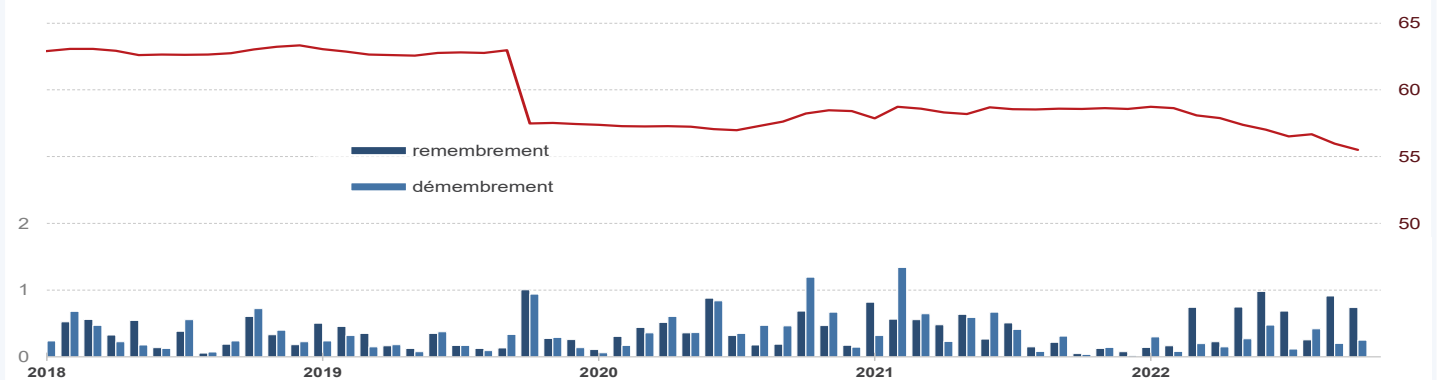
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBREMENT ET DE REMEMBREMENT

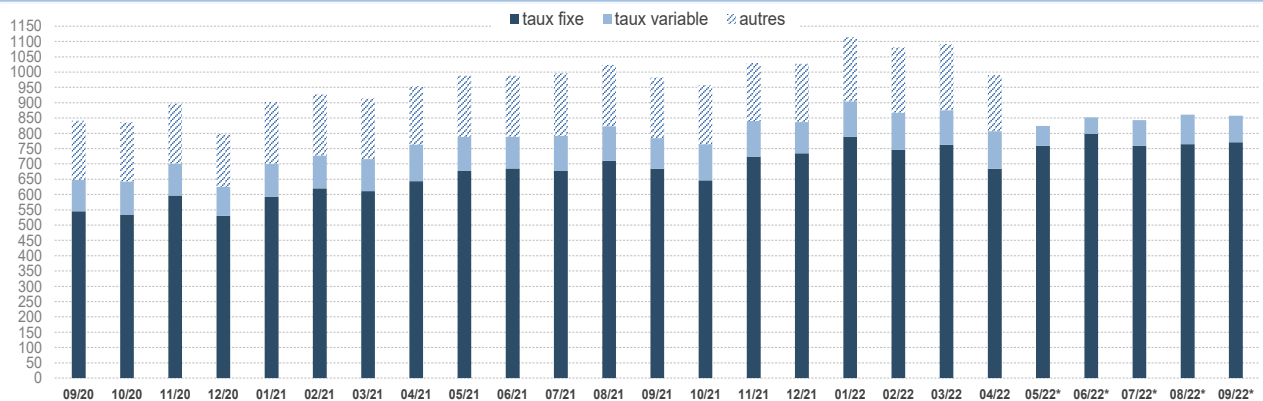
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



*Nouveau format de collecte de données reposant notamment sur des encours en valeur faciale

Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 31 OCTOBRE 2022

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0126893702	BTF 2 novembre 2022	6 430 000 000
FR0127316943	BTF 9 novembre 2022	6 011 000 000
FR0127176495	BTF 16 novembre 2022	5 284 000 000
FR0127316950	BTF 23 novembre 2022	5 954 000 000
FR0126893710	BTF 30 novembre 2022	3 248 000 000
FR0127316968	BTF 7 décembre 2022	8 733 000 000
FR0127316976	BTF 14 décembre 2022	5 464 000 000
FR0127034694	BTF 4 janvier 2023	15 137 000 000
FR0127316984	BTF 11 janvier 2023	7 436 000 000
FR0127462804	BTF 18 janvier 2023	5 856 000 000
FR0127034702	BTF 25 janvier 2023	5 965 000 000
FR0127316992	BTF 8 février 2023	5 960 000 000
FR0127034710	BTF 22 février 2023	6 905 000 000
FR0127317008	BTF 8 mars 2023	6 938 000 000
FR0127034728	BTF 22 mars 2023	5 544 000 000
FR0127462861	BTF 5 avril 2023	1 500 000 000
FR0127176370	BTF 19 avril 2023	5 589 000 000
FR0127176388	BTF 17 mai 2023	4 721 000 000
FR0127176396	BTF 14 juin 2023	5 983 000 000
FR0127317016	BTF 12 juillet 2023	6 536 000 000
FR0127317024	BTF 9 août 2023	6 427 000 000
FR0127317032	BTF 6 septembre 2023	5 798 000 000
FR0127462895	BTF 4 octobre 2023	5 172 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2022 - 2025) AU 31 OCTOBRE 2022

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
	Échéance 2023	154 919 293 823				
FR0013479102	OAT 0,00% 25 février 2023	10 009 000 000			0	×
FR0013283686	OAT 0,00% 25 mars 2023	26 328 500 000			0	×
FR0000571085	OAT 8,50% 25 avril 2023	9 641 695 903			5 008 665 200	
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	41 696 000 000			0	×
FR0010585901	OATi 2,10% 25 juillet 2023	22 326 097 920 (1)	1,23704	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	44 918 000 000			474 985 000	
	Échéance 2024	172 044 922 020				
FR0014001N46	OAT 0,00% 25 février 2024	31 676 000 000			0	×
FR0013344751	OAT 0,00% 25 mars 2024	42 533 000 000			0	×
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	37 948 000 000			0	×
FR0011427848	OATéi 0,25% 25 juillet 2024	21 351 922 020 (1)	1,19158	17 919 000 000	0	×
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	×
	Échéance 2025	204 536 803 198				
FR0014007TY9	OAT 0,00% 25 février 2025	28 192 000 000			0	×
FR0012558310	OATi 0,10% 1 mars 2025	14 424 875 080 (1)	1,12756	12 793 000 000	0	×
FR0013415627	OAT 0,00% 25 mars 2025	47 814 000 000			0	×
FR0012517027	OAT 0,50% 25 mai 2025	45 530 000 000			0	×
FR0000571150	OAT 6,00% 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 804 264 400	
FR0012938116	OAT 1,00% 25 novembre 2025	37 922 000 000			0	×

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2026 ET PLUS) AU 31 OCTOBRE 2022

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2026		193 735 248 000				
FR0013508470	OAT 0,00% 25 février 2026	45 590 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10% 1 mars 2026	13 303 248 000 (1)	1,11792	11 900 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50% 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50% 25 mai 2026	51 113 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	39 527 000 000			0	x
Échéance 2027		162 787 073 740				
FR0014003513	OAT 0,00% 25 février 2027	41 446 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00% 25 mai 2027	38 814 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	28 428 073 740 (1)	1,25394	22 671 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	54 099 000 000			20 743 600	
Échéance 2028		157 215 411 591				
FR001400AIN5	OAT 0,75% 25 février 2028	28 981 000 000			0	x
FR0013238268	OATi 0,10% 1 mars 2028	16 106 229 440 (1)	1,12568	14 308 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	33 182 151 (2)		46 232 603	-	
FR0013286192	OAT 0,75% 25 mai 2028	57 437 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75% 25 novembre 2028	54 658 000 000			0	x
Échéance 2029		161 570 652 993				
FR0013410552	OAT€i 0,10% 1 mars 2029	11 173 515 060 (1)	1,12898	9 897 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50% 25 avril 2029	39 618 880 458			1 888 246 100	
FR0013407236	OAT 0,50% 25 mai 2029	52 350 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40% 25 juillet 2029	12 953 257 475 (1)	1,41024	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00% 25 novembre 2029	45 475 000 000			0	x
Échéance 2030		129 624 484 640				
FR0011883966	OAT 2,50% 25 mai 2030	57 749 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70% 25 juillet 2030	20 269 484 640 (1)	1,17627	17 232 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00% 25 novembre 2030	51 606 000 000			0	x
Échéance 2031		116 246 327 850				
FR0012993103	OAT 1,50% 25 mai 2031	58 987 000 000			52 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10% 25 juillet 2031	11 363 327 850 (1)	1,11965	10 149 000 000	0	x
FR0014002WK3	OAT 0,00% 25 novembre 2031	45 896 000 000			0	x
Échéance 2032		113 885 689 580				
FR0014003N51	OATi 0,10% 1 mars 2032	5 156 240 080 (1)	1,08188	4 766 000 000	0	x
FR0014007L00	OAT 0,00% 25 mai 2032	35 865 000 000			0	x
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	16 047 126 900 (1)	1,45026	11 065 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	35 192 322 600			10 212 357 400	
FR001400BKZ3	OAT 2,00% 25 novembre 2032	21 625 000 000			0	x
Échéances 2033 et plus		537 755 263 870				
FR0013313582	OAT 1,25% 25 mai 2034	40 613 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	29 004 000 000			2 333 837 000	
FR0013524014	OATi 0,10% 1 mars 2036	7 202 947 290 (1)	1,07877	6 677 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	44 411 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10% 25 juillet 2036	12 667 955 400 (1)	1,15373	10 980 000 000	0	x
FR0014009O62	OAT 1,25% 25 mai 2038	5 710 000 000			0	x
FR001400AQH0	OAT€i 0,10% 25 juillet 2038	5 000 897 660 (1)	1,09934	4 549 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 614 641 400	
FR0013234333	OAT 1,75% 25 juin 2039	30 941 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50% 25 mai 2040	24 600 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80% 25 juillet 2040	17 368 818 600 (1)	1,34340	12 929 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50% 25 avril 2041	38 446 000 000			4 263 799 000	
FR001400CMX2	OAT 2,50% 25 mai 2043	5 000 000 000			0	x
FR0014002JM6	OAT 0,50% 25 juin 2044	16 498 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	29 702 000 000			776 510 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10% 25 juillet 2047	14 984 045 280 (1)	1,17072	12 799 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00% 25 mai 2048	30 644 000 000			644 300 000	x
FR0013404969	OAT 1,50% 25 mai 2050	33 195 000 000			206 900 000	x
FR0013480613	OAT 0,75% 25 mai 2052	32 326 000 000			699 100 000	x
FR0014004J31	OAT 0,75% 25 mai 2053	25 680 000 000			183 000 000	x
FR0014008181	OAT€i 0,10% 25 juillet 2053	4 997 599 640 (1)	1,09934	4 546 000 000	0	x
FR0010171975	OAT 4,00% 25 avril 2055	20 118 000 000			11 139 318 000	
FR0010870956	OAT 4,00% 25 avril 2060	16 696 000 000			8 877 704 100	
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	15 263 000 000			1 176 700 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50% 25 mai 2072	10 152 000 000			92 200 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) valeur actualisée au 28 mars 2021; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	0,7 %	09/2022
Consommation des ménages*, glissement annuel	-4,3 %	10/2022
Taux de chômage (BIT)	7,3 %	T3-2022
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	6,2 %	10/2022
• ensemble hors tabac	6,3 %	10/2022
Solde commercial, fab-fab, cvs	-17,5 Md€	09/2022
" "	-15,3 Md€	08/2022
Solde des transactions courantes, cvs	-7,3 Md€	09/2022
" "	-5,9 Md€	08/2022
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	2,40 %	30/11/2022
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	1,95 %	30/11/2022
Euro / dollar	1,04	30/11/2022
Euro / yen	143,84	30/11/2022

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

EN MILLIARDS D'EUROS

	2020	2021	niveau à la fin septembre		
			2020	2021	2022
Solde du budget général	-172,68	-171,52	-137,66	-152,19	-119,28
Recettes	282,69	324,95	191,20	215,10	250,98
Dépenses	455,37	496,47	328,86	367,29	370,26
Solde des comptes spéciaux du Trésor	-5,42	0,79	-23,93	-22,93	-27,33
Solde général d'exécution	-178,07	-170,73	-161,59	-175,12	-146,61

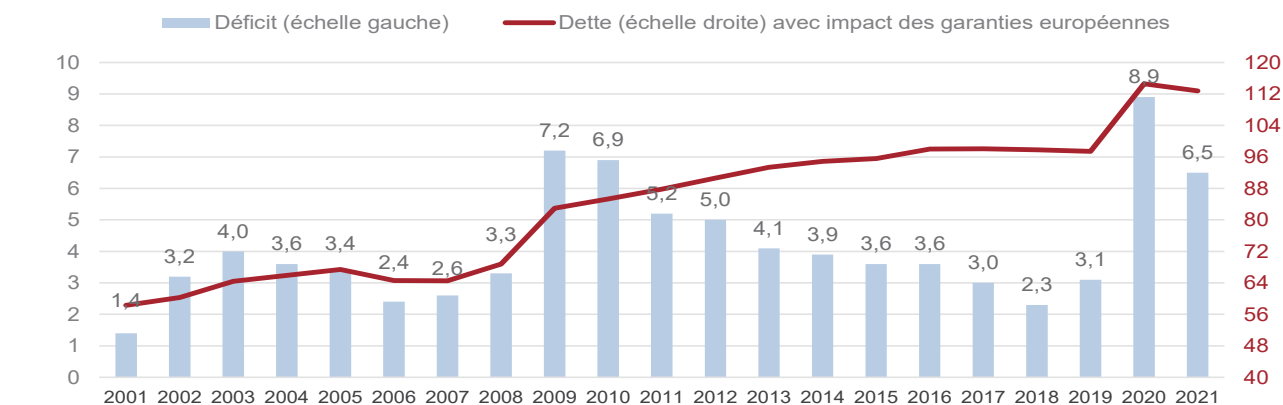
* produits manufacturés

Sources : Insee, MEFSIN, Banque de France

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

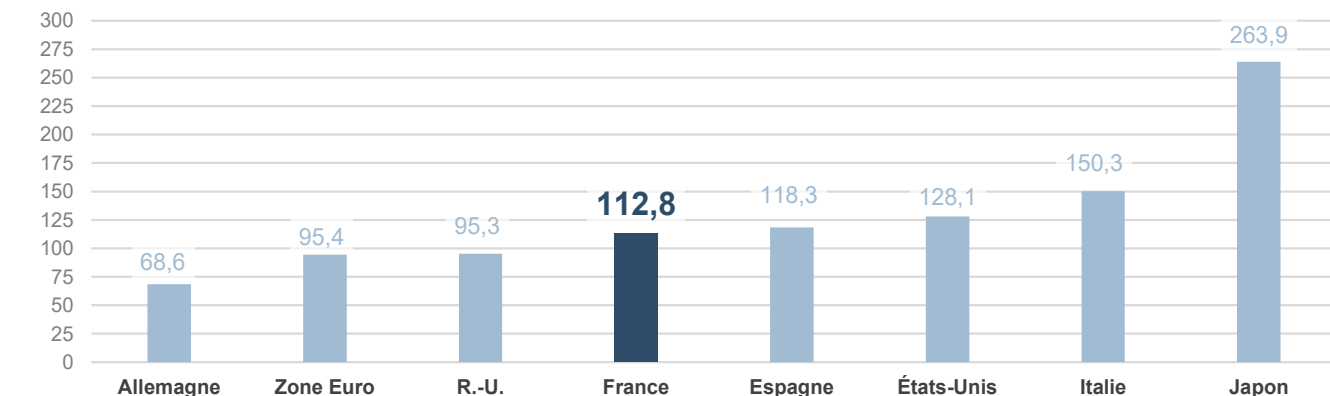
EN % DU PIB



Source : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2021

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

DÉCEMBRE 2022 

5 Indice de la production industrielle en octobre	7 Balance des paiements en octobre	7 Commerce extérieur en valeur en octobre	13 Emploi salarié : résultats définitif T3	15 Réserves nettes de change en novembre	15 Indice des prix à la consommation en novembre-résultats définitifs
15 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en décembre	16 Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques	16 Inflation (IPCH) : indice définitif de novembre	23 Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en novembre		

JANVIER 2023 

4 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en décembre	4 Indice des prix à la consommation en décembre-résultats provisoires	6 Dépenses de consommation des ménages en bien en décembre	6 Inflation (IPCH) : indice provisoire de décembre	9 Balance des paiements en novembre	9 Commerce extérieur en valeur en novembre
10 Indice de la production industrielle en novembre	13 Réserves nettes de change en décembre	13 Indice des prix à la consommation en décembre-résultats définitifs	18 Inflation (IPCH) : indice définitif de décembre	24 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en janvier	27 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en janvier
31 Comptes nationaux trimestriels : première estimation	31 Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en janvier	31 Dépenses de consommation des ménages en biens en janvier	31 Indice des prix à la consommation en janvier - résultats provisoires		

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Cyril Rousseau
 Rédaction : Agence France Trésor
 Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in • tw

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».